



Roger B. Moreels
Huissier de Justice
Luc PAUWELS
huissier de Justice suppléant
Rue du Zodiaque 13 - 1190 BRUXELLES

Soc. Civ. sous forme de SPRL Roger. Moreels
e-mail : roger.moreels@skynet.be

Tél : 02/346.03.39

BCE 0886.310.675

Cpt tiers : 068-2482829-44

Fax : 02/346.37.75

Etude ouverte de 9 à 12 heures

IBAN BE 55068248282944 - BIC GKCCBEBB

ORIGINAL

Réf. Cl. :

Réf. Et. : M274-10 / JD

**CITATION APRES
CASSATION**

**DEMANDE FONDEE SUR LES FAITS, LES DISPOSITIONS LEGALES, STATUTAIRES ET
REGLEMENTAIRES ET LES MOYENS SUIVANTS :**

Faits et antécédents procéduraux

L'appelant a fait partie de la Congrégation Chrétienne des Témoins de Jéhovah à Esneux avant d'en être exclu en 2002. Cette exclusion a eu des conséquences désastreuses pour l'appelant en ce qu'il a immédiatement été rejeté par tous les membres de la Congrégation, dont ceux de sa famille, qui ne peuvent, depuis son exclusion, entretenir avec lui que des rapports minima.

S'estimant victime de discrimination à la suite de cette exclusion, l'appelant – demandeur originaire – a cité l'intimée – défenderesse originaire – devant le Président du Tribunal de première instance de Liège, sur la base de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et de lutte contre le racisme.

La discrimination dont se plaignait Monsieur LEJEUNE trouve son origine dans l'attitude de l'intimée et dans les consignes données par elle à ses adeptes quant au comportement à adopter vis-à-vis des membres exclus.

Aux termes de son action originaire, Monsieur LEJEUNE sollicitait du Président du Tribunal de Première instance qu'il dise pour droit que le comportement de l'actuelle intimée est constitutif d'une discrimination au sens de l'article 2, §§1^{er}, 4 et 5^{ème} tiret, et 7, de la loi du 25 février 2003 et qu'il en ordonne la cessation. La mesure destinée à obtenir la cessation du comportement incriminé consistait dans la diffusion, sous peine d'astreinte, dans notamment deux périodiques diffusés en Belgique par l'intimée, de l'information suivante : « *L'attitude prônée par la Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah vis-à-vis des exclus et de ceux qui se retirent constitue une discrimination interdite par la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination. Le droit d'exclure ne peut aller au-delà des activités organisées par la congrégation. Il ne peut justifier une quelconque consigne relative à la vie privée portant atteinte à la dignité humaine, telle que l'incitation à ne plus saluer ou à ne plus fréquenter un ancien membre. Une telle mesure est illégale, que l'exclusion ou le retrait soit temporaire ou définitif.* »

Par son ordonnance du 27 septembre 2004, le Président du Tribunal de première instance de Liège a considéré que Monsieur LEJEUNE restait en défaut d'établir l'existence d'une discrimination à son détriment et a, par voie de conséquence, rejeté sa demande.

Monsieur LEJEUNE a interjeté appel de cette ordonnance, selon une requête déposée le 19 novembre 2004 devant la Cour d'appel de Liège.

Dans son arrêt du 6 février 2006, la Cour d'appel de Liège a rejeté l'appel et confirmé le dispositif de la décision attaquée en tant qu'il décide que Monsieur LEJEUNE n'a pas subi de discrimination de la part de la Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah pour les motifs suivants :

« Ce qui est (...) reproché, ce n'est pas une discrimination qui résulterait de l'exclusion d'un adepte en raison de ses (notes) qui ne seraient pas conformes aux règles, mais l'incitation qui serait faite aux autres adeptes de le bannir de leurs relations en raison de son état d'exclu, et ce, en raison de conséquences dommageables de ce bannissement pour l'exclu.

(...)

La Cour estime (...) qu'il ressort des divers documents soumis à l'appréciation de la Cour que des pressions morales sont exercées sur les autres adeptes dès lors qu'il leur est conseillé de supprimer non seulement les contacts spirituels – ce qui est compréhensible – mais aussi les rapports sociaux et familiaux qui doivent se limiter au minimum indispensable. Cette pression morale résulte essentiellement du fait que si un membre de la congrégation va au-delà de ce minimum, il peut être exclu.

Dans ces conditions, la liberté de culte elle-même risque de ne plus être respectée dans la mesure où, si les pressions sont trop fortes, l'adepte qui souhaite quitter la communauté s'en trouve moralement empêché, obligé qu'il est de choisir entre deux situations moralement dommageables : soit continuer à adhérer à des principes auxquels il ne croit plus et maintenir sa vie privée familiale et sociale, soit quitter la communauté et se voir rejeté par sa famille et ses connaissances.

Dans cette mesure, les consignes données (...) risquent in abstracto, de créer une discrimination.

Le juge ne peut cependant pas statuer par voie de dispositions générales. Le justiciable doit prouver qu'une discrimination a eu lieu à son égard. »

La Cour a également jugé qu' *« en l'espèce, la discrimination vantée n'est pas directe et qu'en toute hypothèse, le serait-elle, elle repose sur une justification dont le caractère objectif et raisonnable existe à défaut pour (l'appelant) de démontrer le contraire dans son chef.*

(...) que l'appelant ne démontre d'aucune manière que, dans son cas, les pressions qui auraient été exercées sur base des consignes de l'intimée, auraient influencé la volonté de ses amis, de ses connaissances et des membres de sa famille en telle sorte que ces personnes auraient perdu leur libre arbitre et n'auraient pu faire autrement que de suivre, à titre d'injonctions incontournables, l'invitation qui leur était faite de limiter leurs relations avec l'appelant. Or ces personnes peuvent, elles aussi, invoquer la liberté de culte et la nécessité, pour être en harmonie avec leur foi, de suivre les consignes qui leur sont données »

Enfin la Cour ajoutait : *« (...) le § 7 (de l'article 2 de la loi du 25 février 2003) doit s'apprécier sous cette réserve que le comportement discriminatoire vanté doit manquer de justification objective et raisonnable, ce qui n'est pas démontré au vu de l'appréciation ci-avant développée. »*

L'appelant s'est ensuite pourvu en cassation par requête déposée le 2 juillet 2006 par Me Michel Mahieu, avocat à la Cour de cassation.

Par son arrêt du 18 décembre 2008, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Liège du 6 février 2006 précité et renvoyé la cause devant la Cour d'appel de Mons.

La Cour de cassation a en effet jugé que : *« Suivant l'article 19 § 3 de la loi du 25 février 2003 précitée, lorsque la victime de la discrimination ou un des groupements visés à l'article 31 de cette loi invoque devant la juridiction compétente des faits, tels que des données statistiques ou des test de*

situation, qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte, la charge de la preuve de l'absence de discrimination incombe à la partie défenderesse.

Il ressort des termes de cette disposition que la victime et le groupement susvisés sont seulement tenus d'établir des faits permettant de présumer l'existence d'une discrimination et qu'il incombe à la partie défenderesse, lorsqu'une telle présomption existe, de prouver qu'il n'y a pas de discrimination.

En décidant que le justiciable doit prouver qu'une discrimination a eu lieu à son égard, et que la discrimination directe dont se plaint l'appelant repose sur une justification dont le caractère objectif et raisonnable existe à défaut pour (celui-ci) de démontrer le contraire, l'arrêt viole l'article 19, § 3, précité. »

Principes applicables

L'article 4 de la loi du 10 mai 2007, abrogeant et remplaçant l'article 2 de la loi du 25 février 2003 applicable au moment de la procédure *a quo* dispose :

*« Article 4, 7° : discrimination directe : distinction directe, fondée sur l'un des critères protégés, qui ne peut être justifiée sur la base des dispositions du titre II ;
(...)*

Article 4, 9° : discrimination indirecte : distinction indirecte fondée sur l'un des critères protégés, qui ne peut être justifiée sur la base des dispositions du titre II » ;

L'article 20 § 3 de la loi du 10 mai 2007, abrogeant et remplaçant l'article 19 de la loi du 25 février 2003 applicable au moment de la procédure *a quo* dispose quant à lui :

« § 1. A la demande de la victime de la discrimination, du Centre, de l'un des groupements d'intérêts, du ministère public ou, selon la nature de l'acte, de l'auditorat du travail, le président du tribunal de première instance, ou, selon la nature de l'acte, le président du tribunal du travail ou du tribunal de commerce, constate l'existence et ordonne la cessation d'un acte, même pénalement réprimé, constituant un manquement aux dispositions de la présente loi. Le président du tribunal peut ordonner la levée de la cessation dès qu'il est prouvé qu'il a été mis fin aux infractions.

§ 2. A la demande de la victime, le président du tribunal peut octroyer à celle-ci l'indemnisation forfaitaire visée à l'article 18, § 2.

§ 3. Le président du tribunal peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant ou des locaux lui appartenant, et ordonner la publication ou la diffusion de son jugement ou du résumé de celui-ci par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant.

Ces mesures de publicité ne peuvent être prescrites que si elles sont de nature à contribuer à la cessation de l'acte incriminé ou de ses effets. »

L'article 28 §1 de la même loi dispose :

« § 1er. Lorsqu'une personne qui s'estime victime d'une discrimination, le Centre ou l'un des groupements d'intérêts invoque devant la juridiction compétente des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination fondée sur l'un des critères protégés, il incombe au défendeur de prouver qu'il n'y a pas eu de discrimination. »

L'article 18 § 2 de la même loi dispose quant à lui :

« § 2. Les dommages et intérêts forfaitaires visés au § 1 sont fixés comme suit : 1° hors l'hypothèse visée ci-après, l'indemnisation forfaitaire du préjudice moral subi du fait d'une discrimination est fixé à un montant de 650 euros; ce montant est porté à 1.300 euros dans le cas où le contrevenant ne peut démontrer que le traitement litigieux défavorable ou désavantageux aurait également été adopté en l'absence de discrimination, ou en raison d'autres circonstances, telles que la gravité du préjudice moral subi. »

Enfin, l'article 20 § 2 de la même loi dispose :

« § 2. A la demande de la victime, le président du tribunal peut octroyer à celle-ci l'indemnisation forfaitaire visée à l'article 18, § 2. »

Application au cas d'espèce

C'est à tort que le jugement dont appel décide que Monsieur LEJEUNE est en défaut d'expliquer de quelle discrimination il se plaint.

Qu'en réalité, ces comportements tombent manifestement dans le champ d'application des articles 4, 7° et 9° de la loi du 10 mai 2007 abrogeant et remplaçant la loi du 25 février 2003 (dont la portée avait déjà été rappelée dans un arrêt de la Cour d'arbitrage du 6 octobre 2004, n° 157/20004, point B. 35) et sont constitutifs de discrimination justifiant l'application de la loi du 10 mai 2007 et l'obligation pour le juge saisi de mettre un terme à ces agissements.

Que Monsieur LEJEUNE apporte des éléments suffisamment objectifs et raisonnables pour attester de cette discrimination et que, par contre, la Congrégation des Témoins de Jéhovah reste en défaut de démontrer le contraire comme l'exige l'article 28 § 1 de la loi 10 mai 2007.

Que la loi applicable au cas d'espèce entre l'introduction de la requête devant le Tribunal de première instance de Liège et le pourvoi devant la Cour de cassation était la loi du 25 février 2003 (loi tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des changes et la lutte contre le racisme).

Que depuis, et notamment suite à l'intervention de la Cour constitutionnelle (alors Cour d'arbitrage), la loi du 10 mai 2007 (loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination) est venue remplacer les dispositions applicables en l'espèce.

Que l'appelant n'ignore pas que sans disposition spécifique, le principe de non-rétroactivité des lois doit prévaloir.

Que toutefois en l'espèce, la situation de discrimination dont est victime l'appelant se poursuit après l'entrée en vigueur de la loi du 10 mai 2007, qui peut dès lors être invoquée en l'espèce.

Qu'en effet, la loi nouvelle s'applique immédiatement tant aux situations futures qu'aux effets futurs des situations de fait ou de droit nées sous le régime de la loi antérieure, qui se prolongent sous l'empire de la loi nouvelle (Cass., 2 mai 1994, *Pas.* 1994, P. 434).

SI EST-IL QUE

L'an deux mille dix, le

dix février

A LA REQUETE DE:

Monsieur **LEJEUNE Jacques**, expert fiscal, domicilié à 4122 NEUPRE (Plainevaux), rue Linette 29,

Ayant pour conseil Maître **Claude BONTINCK**, Avocat, de résidence à 1060 SAINT-GILLES, rue Defacqz 78-80/6,

Je soussigné **Luc PAUWELS**, huissier de Justice suppléant, en remplacement de Maître **Roger B. MOREELS**, huissier de Justice de résidence à 1190 FOREST, rue du Zodiaque 13.

AI DONNE CITATION A :

L'association sans but lucratif **CONGREGATION CHRETIENNE DES TEMOINS DE JEHOVAH**, inscrite dans la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0411.002.361, dont le siège est établi à 1950 KRAAINEM, rue d'Argile 60,

où étant l'ai parlé à :

Reçu copie

ainsi déclaré, qui

— signe —

mon original pour réception de la copie;

J. Lejeune

Attendu que le présent acte n'a pu être signifié comme prévu aux articles 33 à 35 du Code Judiciaire, j'en ai déposé une copie à l'adresse prémentionnée du destinataire, conformément à l'art.38 § 1 du même code, ce jour à *11,06* heures.

A comparaître le **MARDI DEUX MARS DEUX MILLE DIX**, à neuf heures du matin devant la **COUR D'APPEL DE MONS**, deuxième chambre, séant au lieu ordinaire de ses audiences, Cours de Justice, rue des Droits de l'Homme 1 à 7000 Mons,

POUR:

- Vu l'arrêt de cassation du 18 décembre 2008 renvoyant l'affaire devant la Cour, entendre à nouveau statuer dans la cause pendante entre les parties et allouer à Monsieur Jacques LEJEUNE le bénéfice de la requête d'appel déposée le 19 novembre 2004 devant la Cour d'appel de Liège (RG 04/1450),
- En conséquence :
 - mettre à néant le jugement contradictoire prononcé le 27 septembre 2004 par Monsieur le Président du Tribunal de première instance siégeant comme en référé (RG 04/3646/A) en ce qu'il a décidé que Monsieur LEJEUNE restait en défaut d'expliquer de quelle discrimination il se plaignait et qu'en l'espèce la loi du 25 février 2003 ne trouvait pas à s'appliquer,
 - déclarer recevable et fondée la demande de Monsieur LEJEUNE du fait qu'il apporte des éléments de faits suffisants établissant qu'il est victime d'une discrimination de la part de la Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah. Qu'en effet, cette discrimination ne repose pas sur une justification dont le caractère est objectif et raisonnable et que, par ailleurs, la Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah reste en défaut de démontrer le contraire, comme l'exigeait l'article 19 § 3 de la loi du 25 février 2003, remplacé depuis par l'article 28 § 1 de la loi du 10 mai 2007 abrogeant et remplaçant la première, et en conséquence :
 - ordonner la diffusion dans le corps même de la plus prochaine édition francophone pour la Belgique du « Ministère du Royaume » et de « la Tour de Garde » de l'information suivante : « *L'attitude prônée par la Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah vis-à-vis des exclus et de ceux qui se retirent constitue une discrimination interdite par la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination. Le fait qu'une personne ne soit plus membre de la Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah ne peut conduire à aucune discrimination ni à aucune modification de comportement à son encontre portant atteinte à la dignité humaine, et ce tant en public qu'en privé.* »
 - conformément aux articles 18 § 2, 1° et 20 § 2 de la loi du 10 mai 2007, condamner l'intimée au paiement d'une somme forfaitaire de 1.300 €.

S'entendre en outre condamner aux intérêts judiciaires et aux dépens, en ce compris l'indemnité de procédure.

Entendre déclarer le jugement à intervenir exécutoire par provision, nonobstant tous recours et sans caution ni cantonnement.

Sous toutes réserves généralement quelconques et sans aucune reconnaissance préjudiciable et sous réserve d'augmentation ou de diminution en cours d'instance.

FF 51,10
VACS 10,36
DINF 11,45
PC 8,10
DCOP 42,14
ENR 25,00
TPL 7,50
DROL 12,86
REC 5,19

TOT 173,70
REC 5,19

TOT 178,89

Demande fondée sur les motifs repris aux attendus qui précèdent, les lois sur la matière et sur tous autres moyens à faire valoir à l'audience.

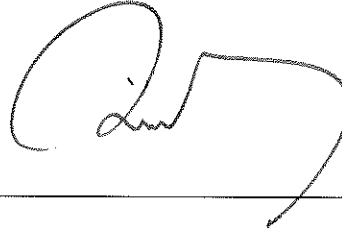
Et pour que la partie citée n'en ignore, je lui ai laissé, étant et parlant comme dessus, copie du présent exploit, sous pli fermé, s'il échet, conformément à la Loi.

Dont acte.

Coût : cent septante-trois euros et septante cents,
à majorer éventuellement des frais de recommandé, soit 5,19 EUR.

Droit d'enregistrement – application de l'art 8 bis du C. enreg. Droit de l'enregistrement : 25,00 EUR

L'Huissier de Justice.



*FRL 182,00

AVIS IMPORTANT

L'organe légal qui représentera la partie citée devra être porteur lors de la comparution devant la juridiction saisie d'un extrait du Moniteur belge d'où résulte son pouvoir de représentation.



Roger B. Moreels
Gerechtsdeurwaarder
Luc PAUWELS
Plaatsvervangend Gerechtsdeurwaarder
Dierenriemstraat 13 - 1190 BRUSSEL

Bur. Ven. onder vorm van BVBA Roger Moreels
e-mail : roger.moreels@skynet.be

Tél : 02/346.03.39
Fax : 02/346.37.75

KBO 0886.310.675

Derde Rek : 068-2482829-44

Studie open van 9 tot 12 uur

IBAN BE 55068248282944 - BIC GKCCBEBB

VERTALING

ORIGINEEL

Réf. Cl. :
Réf. Et. : M274-10 / JD

**DAGVAARDING NA
CASSATIE**

**VORDERING GEGROOND OP DE VOLGENDE FEITEN, WETTELIJKE, STATUTAIRE EN
REGLEMENTAIRE BEPALINGEN EN MIDDELEN :**

Feiten en procedurale antecedenten

Appelant heeft deel gemaakt van de Congrégation Chrétienne des Témoins de Jéhovah te Esneux voordien ervan uitgesloten te worden in 2002. Deze uitsluiting heeft rampzalige gevolgen gehad voor appellant in dat hij onmiddellijk werd verworpen door alle leden van de Congregatie, onder wie degene van zijn familie die sinds zijn uitsluiting alleen maar minimale contacten met hem mogen behouden.

Zichzelf beschouwend als een slachtoffer van discriminatie ten gevolge van deze uitsluiting, heeft appelant – oorspronkelijke eiser – gedaagde in beroep – oorspronkelijke verweerster – gedagvaard voor de Voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Luik op grond van de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

De discriminatie waarvan de heer LEJEUNE zich beklaagde vindt haar oorsprong in het gedrag van gedaagde in beroep en in de instructies door haar gegeven aan haar volgelingen met betrekking tot het gedrag te aannemen ten aanzien van de uitgeslotene leden.

Onder zijn oorspronkelijke vordering verzocht de heer LEJEUNE van de Voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Luik dat hij voor recht zou zeggen dat het gedrag van de tegenwoordige gedaagde in beroep een discriminatie in de zin van artikel 2, §§1, 4de en 5de streepje, en 7, van de wet van 25 februari 2003 vormt en dat hij ervan de beeindiging zou bevelen. De maatregel bestemd voor het verkrijgen van de beeindiging van het ten laste gelegde gedrag bestond in de verspreiding, onder dwangsom, van de volgende informatie in namelijk twee tijdschriften in België verspreid door gedaagde in beroep: « *de houding bepleit door de Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah ten aanzien van de uitgeslotene en degene die zich intrekken vormt een discriminatie verboden door de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie. Het recht om uit te sluiten mag niet verder gaan dan de activiteiten organiseerd door de congregatie. Hij kan een willekeurige instructie met betrekking tot het privé leven die de menselijke waardigheid aantast, zoals de aansporing tot niet meer te groeten of om een oud lid niet meer te bezoeken niet rechtvaardigen. Een zulke maatregel is illegaal, dat de uitsluiting of de intrekking tijdelijk of definitief is.* »

Door zijn beschikking van 27 september 2004 heeft de Voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Luik beschouwt dat de heer LEJEUNE in gebreke bleef het bestaan van een discriminatie ten zijne nadeel te vaststellen en heeft derhalve zijn vordering verworpen.

De heer LEJEUNE heeft beroep aangetekend van deze beschikking volgens een verzoekschrift neergelegd op 19 november 2004 voor het Hof van beroep te Luik.

In haar arrest van 6 februari 2006 heeft het Hof van beroep te Luik het beroep verworpen en het beschikkend gedeelte van de aangevochten beslissing in dat ze beslist dat de heer LEJEUNE geen discriminatie heeft geleden vanwege de Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah voor de volgende redenen bevestigd :

« Wat verweten wordt (...), is niet dat een discriminatie die van de uitsluiting van een volgeling door zijn (nota's) die niet conform aan de regels zouden zijn zou volgen maar de aansporing die aan de andere volgelingen gemaakt zou worden om hem van hun relaties te bannen door reden van zijn staat van uitgeslotene en dit, door redenen van schadelijke gevolgen van dit bannissement voor de uitgeslotene.

(...)

Het Hof is van oordeel (...) dat uit de verschillende documenten die aan haar oordeel zijn onderworpen blijkt dat morele druk uitgeoefend wordt op de andere volgelingen sinds het hen aangeraden is niet aalleen de spirituele contacten – wat begrijpelijk is – maar ook sociale en familiale contacten die zich tot het minimum noodzakelijke moeten beperken te vermijden. Deze morele druk volgt voornamelijk uit het feit dat als een lid van de congregatie verder gaat dan dit minimum, hij uitgesloten kan worden.

In deze omstandigheden dreigt de vrijheid van eredienst zelf niet meer te worden eerbiedigd in de mate dat als de druk te sterk is, de volgeling die de gemeenschap wenst te verlaten zich moreel ervan verhindert wordt, verplicht dat hij is te kiezen tussen twee moreel schadelijke situaties :ofwel blijven houden aan beginselen waaraan hij niet meer gelooft en zijn familiale en sociale privé-leven behoudenewel de gemeenschap verlaten en afgewezen worden door zijn familie en zijn kennissen.

In deze mate dreigen de gegeven instructies (...) in abstracto een discriminatie te creëren.

De rechter mag echter niet door middel van algemene bepalingen een uitspraak doen. De rechtsonderhorige moet bewijzen date en discriminatie plaats gevonden heeft tegen hem. »

Het Hof heeft ook beoordeeld dat *« in casu, de geroemde discriminatieniet direct is en dat in elk geval, zou ze het zijn, rust ze op een rechtvaardiging waarvan het objectief en redelijk karakter bestaat bij gebrek voor (de appelant) het tegengestelde aan te tonen in zijn hoofde.*

(...) dat appelant op geen enkele wijze aantoont dat, in zijn geval, de druk die uitgeoefend zou zijn geweest op basis van instructies van gedaagde in beroep de wil van zijn vrienden, zijn kennissen en zijn familieleden zou hebben beïnvloed in dat deze personen hun vrije wil zouden hebben verloren et niet anders zouden kunnen hebben gedaan dan de uitnodiging die hen werkt gemaakt, als niet te ontwijken bevelen, hun relaties met appellant te beperken te volgen. Echter kunnen ook deze personen zich beroepen op de vrijheid van eredienst en de noodzaak, om in harmonie te zijn met hun geloof, de instructies die hen gegeven worden te volgen. »

Ten slotte voegde het Hof bij : *« (...) § 7 (van artikel 2 van de wet van 25 februari 2003) moet worden beoordeeld onder voorbehoud dat het discriminatorisch geroemd gedrag een objectieve en redelijke rechtvaardiging moet missen, wat niet aangetoont wordt gezien de beoordeling hiervoor ontwikkelt. »*

Appelant heft zich nadien voorzien in cassatie door verzoekschrift neergelegd op 2 juli 2006 door Mr Michel Mahieu, advocaat aan het Hof van cassatie.

Door haar arrest van 18 december 2008 heeft het Hof van cassatie het arrest van het Hof van beroep te Luik van 6 februari 2006 *supra* verbroken en de zaak terug gestuurd voor het Hof van beroep te Bergen.

Het Hof van cassatie heeft inderdaad beoordeeld dat : « *Volgens artikel 19 § 3 van de wet van 25 februari 2003 hoger vermeld, wanneer het slachtoffer van de discriminatie, of een van de groeperingen bedoeld in artikel 31 van die wet, beroep doet voor de bevoegde rechtsmacht op feiten zoals statistieke gegevens of situatietesten die het bestaan van een directe of indirecte discriminatie toestaan te aannemen , de bewijslast van de afwezigheid van discriminatie ligt bij verwerende partij.*

Het blijkt uit de termen van deze bepaling dat het slachtoffer en de groepering hierboven bedoeld alleen gehouden zijn de feiten die toestaan het bestaan van een discriminatie te aannemen vaststellen en dat het ten laste komt van de verwerende partij, wanneer zulk vermoeden bestaat, te bewijzen dat er geen discriminatie is.

In te beslissen dat de rechtsonderhorige moet bewijzen dat een discriminatie plaats gevonden heeft tegen hem en dat de directe discriminatie waarvan appellant zich klaagt op een rechtvaardiging rust waarvan het objectief en redelijk karakter bestaat bij gebrek aan (hem) het tegengestelde aan te tonen, schendt het arrest artikel 19 § 3, hogervermeld. »

Toepasbare beginselen

Artikel 4 van de wet van 10 mei 2007, die artikel 2 van de wet van 25 februari 2003 toepasbaar op het moment van de procedure *a quo* intrekt en vervangt, beschikt :

*« Artikel 4, 7°: directe discriminatie : direct onderscheid op grond van een beschermd criterium dat niet gerechtvaardigd kan worden op grond van de bepalingen van titel II;
(...)*

Artikel 4, 9°: indirecte discriminatie : indirect onderscheid op grond van een beschermd criterium dat niet gerechtvaardigd kan worden op grond van de bepalingen van titel II » ;

Wat artikel 20 betreft van de wet van 10 mei 2007, die artikel 19 van de wet van 25 februari 2003 toepasbaar op het moment van de procedure *a quo* intrekt en vervangt, hij beschikt :

« § 1. Op verzoek van het slachtoffer van de discriminatie, van het Centrum, van een van de belangenverenigingen, van het openbaar ministerie, of, naargelang de aard van de daad, het arbeidsauditoraat, stelt de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of, naar gelang van de aard van de daad, de voorzitter van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel, het bestaan vast van een zelfs onder het strafrecht vallende daad waardoor de bepalingen van deze wet worden overtreden en beveelt hij de staking ervan.

De voorzitter van de rechtbank kan de opheffing van de staking bevelen zodra bewezen is dat een einde is gemaakt aan de overtreding.

§ 2. Op vraag van het slachtoffer kan, de voorzitter van de rechtbank de in artikel 18, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toekennen.

§ 3. De voorzitter van de rechtbank kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt, wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de overtreder of de lokalen die hem toebehoren, en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de overtreder.

Deze maatregelen van openbaarmaking mogen evenwel slechts opgelegd worden indien zij er kunnen toe bijdragen dat de gewraakte daad of de uitwerking ervan ophouden.”

Artikel 28 §1 van dezelfde wet beschikt :

«§ 1. Wanneer een persoon die zich slachtoffer acht van een discriminatie, het Centrum of een van de belangenverenigingen voor het bevoegde rechtscollege feiten aanvoert die het bestaan van een discriminatie op grond van een van de beschermde criteria kunnen doen vermoeden, dient de verweerder te bewijzen dat er geen discriminatie is geweest. »

Voor wat artikel 18 § 2 van dezelfde wet betreft, beschikt hij :

"§ 2. De in § 1 bedoelde forfaitaire schadevergoeding wordt als volgt bepaald :

1° met uitzondering van het hierna bedoelde geval, wordt de forfaitaire vergoeding van de morele schade geleden ten gevolge van een feit van discriminatie, bepaald op 650 euro; dat bedrag wordt verhoogd tot 1.300 euro indien de dader niet kan aantonen dat de betwiste ongunstige of nadelige behandeling ook op niet-discriminerende gronden getroffen zou zijn of omwille van andere omstandigheden, zoals de bijzondere ernst van de geleden morele schade;"

Ten slotte, artikel 20 § 2 van dezelfde wet beschikt :

« § 2. Op vraag van het slachtoffer kan, de voorzitter van de rechtbank de in artikel 18, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toekennen. »

In casu toepassing

Het is ten onrechte dat het vonnis waarvan beroep wordt aangetekend beslist dat de heer LEJEUNE in gebreke is uit te leggen van welke discriminatie hij zich beklaagt.

Dat in de realiteit, deze gedragen duidelijk in het toepassingsgebied van artikels 4, 7° en 9° van de wet van 10 mei 2007 die de wet van 25 februari (waarvan de draagwijdte al werd herhaald door een arrest van het Arbitragehof van 6 oktober 2004, n° 157/20004, punt B. 35) intrekt en vervangt vallen en constitutief zijn van discriminatie die de toepassing van de wet van 10 mei 2007 en de verplichting voor de rechter bij wie de zaak aanhangig is een einde te maken aan deze handelingen rechtvaardigen.

Dat de heer LEJEUNE voldoende objectieve en redelijk elementen naar voren brengt om van deze discriminatie te getuigen en dat daarentegen de Congrégation des Témoins de Jéhovah in gebreke blijft het tegengestelde aan te tonen zoals artikel 28 § 1 van de wet van 10 mei 2007 het eist.

Dat de in casu toepasselijke wet tussen de inleiding van het verzoekschrift voor de Rechtbank van eerste aanleg te Luik en de voorziening in cassatie de wet van 25 februari 2003 was (Wet ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding).

Dat sinds, en namelijk ten gevolge van de tussenkomst van het Grondwettelijk Hof (toen arbitragehof), de wet van 10 mei 2007 (wet ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie) is de toepasselijke bepalingen in casu komen veranderen.

Dat appellant niet ontwetend is dat zonder specifieke bepaling, het beginsel van non-retroactiviteit van de wetten moet de overhand hebben.

Dat echter in casu, de situatie van discriminatie waarvan appellant het slachtoffer is voort duurt na de in trede werking van de wet van 10 mei 2007 waarop men zich dus in casu kan beroepen.

Dat inderdaad de nieuwe wet onmiddellijk toepasbaar is zowel aan toekomstige situaties als aan toekomstige effecten van feitelijke of rechtelijke situaties geboren onder de vorige regeling, die zich verlengen onder de invloed van de nieuwe wet (Cass., 2 mei 1994, *Pas.* 1994, P. 434).

ZO IS HET DAT

Ten jare tweeduizend en tien, op

tien februari

TEN VERZOEKE VAN :

Mijnheer **LEJEUNE Jacques**, fiscaal expert, wonende te 4122 NEUPRE (Plainevaux), rue Linette 29,

Hebbende als raadsman Meester **Claude BONTINCK**, Advokaat, met verblijfplaats te 1060 SINT-GILLIS, Defacqzstraat 78-80/6,

Ik ondergetekende **Luc PAUWELS** plaatsvervangend gerechtsdeurwaarder in vervanging van Meester **Roger B. MOREELS**, gerechtsdeurwaarder met verblijfplaats te 1190 VORST, Dierenriemstraat 13

AI DONNE CITATION A :

De Vereniging Zonder Winstgevend Doel **CHRISTELIJKE GEMEENTE VAN JEHOVAH'S GETUIGEN**, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0411.002.361, waarvan de zetel gevestigd is te 1950 KRAAINEM, Kleistraat 60,

alwaar zijnde en er sprekende met :

Kopij ontvangen

aldus verklaard, die mijn origineel — tekent voor ontvangst van het afschrift;) *lms* :-

Aangezien de huidige akte niet kon betekend worden overeenkomstig artikels 33 tot 35 van het Gerechtelijk Wetboek, heb ik een afschrift ervan afgegeven op het adres van de geadresseerde, overeenkomstig art. 38 § 1 Ger. Wb. om *11,06* uur.

Om te verschijnen op **DINSDAG TWEE MAART TWEEDUIZEND EN TIEN**, om negen uur 's morgens voor het **HOF VAN BEROEP VAN BERGEN**, tweede kamer, zetelende in het gewone lokaal der zittingen, Cours de Justice, rue des Droits de l'Homme 1 te 7000 Mons-Bergen,

TEN EINDE :

- Gezien het arrest van cassatie van 18 december 2008 die de zaak voor het Hof terug stuurt, opnieuw horen rechtspreken in de zaak aanhangig tussen de partijen en de heer LEJEUNE het voordeel van het beroepsverzoekschrift neergelegd op 19 november 2004 voor het Hof van beroep te Luik (AR 04/1450) toekennen,
- Derhalve :
 - het op tegenspraak uitgesproken vonnis van 27 september 2004 van de Voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg zetelend in kortgeding (AR 04/3646/A) tenietdoen in dat hij besloten heeft dat de heer LEJEUNE in gebreke bleef uit te leggen van welke discriminatie hij zich beklaagde en dat in casu de wet van 25 februari 2003 niet van toepassing was,
 - de vordering van de heer LEJEUNE ontvankelijk en gegrond te verklaren door het feit dat hij voldoende elementen van feiten naar voren brengt die vaststellen dat hij het slachtoffer is van discriminatie vanwege de Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah. Dat inderdaad deze discriminatie niet op een rechtvaardiging rust waarvan het karakter objectief en redelijk is en dat voorts de Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah in gebreke blijft het tegengestelde aan te tonen zoals artikel 19 § 3 van de wet van 25 februari 2003, sindsdien vervangen door artikel 28 § 1 van de wet van 10 mei 2007 die de eerste intrekt en vervangt het eisde en derhalve :
 - de verspreiding bevelen in het lichaam zelf van de meest volgende franstalige editie voor België van het « Ministère du Royaume » en de « la Tour de Garde » van de volgende informatie : « *De houding bepleit door de Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah ten aanzien van de uitgeslotene en degene die zich terugtrekken vormt een discriminatie verboden door de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie. Het feit dat een persoon niet lid meer is van de Congrégation chrétienne des Témoins de Jéhovah kan tot geen enkele discriminatie of wijziging van houding die de menselijke waardigheid aantast brengen, en dit zowel in publiek als in privaat.* »
 - conform artikels 18 § 2, 1° en 20 § 2 van de wet van 10 mei 2007, gedaagde in beroep veroordelen tot betaling van een forfaitaire som van 1.300 €.

VR 51,10
VACB 10,36
RINL 11,45
RS 8,10
ROLG 42,14
REG 25,00
PLZ 7,50
RROL 12,86
AANG 5,19

TOT 173,70
AANG 5,19

TOT 178,89

Zich bovendien te horen verwijzen tot de gerechtelijke intresten en tot de kosten, rechtplegingsvergoeding inbegrepen.

Het tussen te komen vonnis uitvoerbaar te horen verklaren bij voorraad, niettegenstaande alle verhaal en zonder borg.

Onder alle voorbehoud en zonder geen enkele nadelige erkenenis.

Eis gesteund op de hierboven aangehaalde motieven, de wetten terzake en alle andere middelen te doen gelden op tijd en stond.

En opdat gedaagde partij er niet onwetend zou van zijn, heb ik haar gelaten, zijnde en sprekende als hierboven, een dubbel van dit mijn tegenwoordig exploit.

Waarvan akte.

*UROL 182,00

Kosten : honderd drieënzeventig euro en zeventig cent, te vermeerderen eventueel met de kosten van aangetekende brieven, hetzij 5,19 EUR.

Registratierechten – Toepassing van art 8 bis van het W. Reg – Registratierecht : 25,00 EUR

De Gerechtsdeurwaarder

BELANGRIJK BERICHT

De wettelijke vertegenwoordiger die de gedaagde partij zal vertegenwoordigen voor de Rechtbank zal in het bezit dienen te zijn van een uittreksel uit het Belgisch Staatsblad waaruit duidelijk zijn hoedanigheid blijkt .

(Get)

VOOR EENSLUIDENDE VERTALING

De plaatsvervangend gerechtsdeurwaarder in vervanging van Roger B. MOREELS

